

trument entre les mains de l'architecte suprême. Il serait bien plus raisonnable d'examiner d'abord la combinaison de la conférence, et voir ensuite si elle repose sur des principes justes et équitables, car alors elle se recommande toute seule à l'esprit et on ne peut manquer de l'adopter. J'avoue que j'admire ce plan qui n'a pu être mûri qu'au sein de délibérations attentives et prolongées. La partie commerciale et financière m'en paraît aussi juste et équitable que possible, vu les circonstances. D'ailleurs, tout le monde peut trouver des défauts à n'importe quoi, et il est bien plus facile de détruire que d'édifier;—et tout homme animé de ces dispositions peut tirer les conclusions les plus baroques des inventions les plus célèbres du génie humain. Et puis, il n'y a pas au monde de forme de gouvernement qui, tombant en mauvaises mains, ne puisse produire de mal. D'un autre côté, confiez à des esprits bien intentionnés et patriotiques un gouvernement quelque peu défectueux en lui-même, et vous le verrez produire le bien de tout un pays : tant il est vrai de dire que "celui-là est le meilleur qui est le mieux administré." (Écoutez ! écoutez !) Nul projet ne saurait être parfait ; la chose est impossible. Il faut laisser quelque carrière aux vertus politiques de même qu'à l'exercice de la responsabilité exécutive qui fait partie de notre forme de gouvernement, car nos hommes publics ont beaucoup de discrétion à exercer et il faut s'attendre qu'ils en fassent usage pour le plus grand bien de la société. J'ai confiance au ministère et je suis persuadé qu'il mènera le projet à bon terme suivant les capacités dont il dispose : je fais des vœux pour qu'il en soit ainsi. L'hon. député de Lennox et Addington (M. CARTWRIGHT) a fait dans son discours d'aujourd'hui, lequel est aussi remarquable que ceux qu'il a déjà prononcés, quelques observations pleines de profondeur : —on a senti qu'il avait étudié sérieusement la question. Il a dit que le gouvernement n'avait fait que mettre en pratique des conclusions déjà tirées, car, a-t-il ajouté, le sentiment et l'opinion publics en étaient arrivés au point de forcer le gouvernement à suivre le courant et à tâcher de consommer ce que le peuple lui-même avait commencé. C'est là, je crois, M. l'ORATEUR, le vrai point de vue philosophique auquel on doit envisager la question. C'est pour moi une vérité, de même que pour tous ceux qui ont étudié l'histoire et surtout celle de l'Angle-

terre, que les gouvernements qui agissent avec le plus de sagesse sont ceux qui profitent des circonstances du moment et mesurent la législation sur les besoins réels et les nécessités d'une société. Il ne s'agit pas toujours de savoir ce qui est le mieux, mais ce qui est le plus avantageux pour un peuple, et mon idéal de l'homme public est celui qui dirige en grande partie sa conduite d'après les besoins du moment. Il est rarement possible de réduire en pratique les propositions purement abstraites, et ce serait folie de la part des membres du gouvernement que de vouloir aller contre le courant populaire : la meilleure preuve de prudence, d'habileté et de vues politiques qu'ils peuvent donner d'eux, c'est de profiter des événements qui se présentent pour conduire la barque de l'état dans un havre sûr. L'hon. député de Missisquoi (M. O'HALLORAN) a prétendu l'autre soir que le pays étouffait sous le poids de la législation ; cela est vrai jusqu'à un certain point, mais sans s'appliquer cependant à la question actuelle. M'est avis que nous ne sommes pas ici pour discuter les actes passés du gouvernement, mais bien pour examiner le projet mis devant nous, et ce ne sera que bon sens, sagesse et gravité, de notre part, que de l'étudier avec calme et impartialité sans nous occuper d'autre chose. (Écoutez ! écoutez !) M. l'ORATEUR, nous franchissons en ce moment l'époque de l'enfance et nous entrons dans celle de la jeunesse, dont nous devons accepter tous les devoirs et la responsabilité. Nous devons nous mettre à la hauteur de devoirs importants qui demandent de la discrétion et de la confiance en soi-même. Il en est de la société comme de la nature, nous devons traverser diverses phases avant d'atteindre l'époque de l'âge mûr. Il n'y a que deux espèces d'êtres animés qui atteignent les lieux élevés, les uns qui volent et les autres qui rampent : en d'autres termes, les oiseaux et les reptiles. Les premiers ne sont jamais certains d'arriver et s'abattent souvent ; les seconds, qui s'avancent à pas sûrs mais lents, atteignent invariablement l'éminence où ils veulent arriver. Il en est de même d'un peuple qui franchit d'un seul bond la période de l'enfance à celle de l'âge mûr, car il viole l'ordre et l'arrangement prescrits par les lois de la nature. Les exemples des peuples qui ont ainsi dédaigné de traverser les diverses phases d'existence ne manquent pas ; mais cette conduite les a empêchés d'acquiescer cette